

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 14 mai 2025

Nos réf. : SAU/FDLH/MI n° 25 - 278

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur



VIVESCIA
Rue Roger Salengro
10350 MARIGNY-LE-CHATEL

1) Contexte

La société VIVESCIA exploite un silo vertical implanté rue Roger Salengro, 10350 MARIGNY LE CHATEL. Ce site est visé par la rubrique 2160 de la nomenclature pour une capacité totale de 20 093 m³, constitué de 2 silos verticaux : le premier construit dans les années 1960 dispose de 15 cellules et 8 As de carreau d'une capacité de 5 220 m³, le second construit dans les années 2000 dispose de 12 cellules et 6 As de carreau d'une capacité de 15 360 m³.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Raison sociale : VIVESCIA
- Adresse du site concerné : Rue Roger Salengro - 10350 MARIGNY-LE-CHATEL
- Adresse du siège social : 2, rue Clément Ader - 51100 REIMS
- Code AIOT dans GUN : 0005702020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- Soumis à IED – MTD : non

Le principal danger, présenté par les silos de stockage de céréales ou de produits organiques susceptibles de dégager des poussières inflammables, est l'explosion.

Pour l'inspection des installations classées, cette visite avait pour vocation de vérifier les dispositions prises par l'exploitant pour respecter les prescriptions issues de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables sur son site. Ce contrôle s'est fait par sondage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respects des prescriptions ministérielles inhérentes à l'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les références réglementaires sont issues de :

- l'arrêté ministériel du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.
- l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

n°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Personne nommément désignée / plan de formation	Art 3, AM du 29/03/04	/	non
2	Consigne de sécurité	Art 4, AM du 29/03/04	/	non
3	Analyse évènement précurseur	Art 5, AM du 29/03/04	/	non
4	Protection contre électricité statique, courant vagabond, foudre.	Art 9, AM du 29/03/04	/	non
5	Protection adaptée aux silos	Art 10, AM du 29/03/04	/	non
6	DECI	Art 11, AM du 29/03/04	/	non
7	Nettoyage	Art 13, AM du 29/03/04	/	non
8	Suivi température	Art 14, AM du 29/03/04	/	non
9	Dispositifs de protection contre la foudre - Rapports de vérification	Art 22, AM du 4/10/2010	/	non

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à cette visite, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité majeure dans l'exploitation de ce site par la société VIVESCIA.

Toutefois, l'inspection invite l'exploitant à justifier des caractéristiques de ses équipements permettant d'assurer la protection de ses silos et répondre dans les meilleurs délais aux non conformités rapportées sur les contrôles périodiques présentées en séance. Aussi, **il est proposé que l'exploitant engage une action corrective.**

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1 - Personne nommément désignée - Plan de formation

Référence réglementaire : Art 3, AM du 29/03/04
Thème(s) : Personne nommément désignée - Plan de formation
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</i> <i>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. »</i>
Constats : L'exploitation du silo se fait sous la responsabilité du responsable du silo présent dans l'entreprise depuis 13 ans accompagné par le magasinier expert, présent depuis 4 ans. Les récapitulatifs des habilitations professionnelles et l'historique des formations suivies par ces personnes ont pu être consultés lors du contrôle. Ces documents n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Observations : sans
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : 2 - Consigne de sécurité

Référence réglementaire : Art 4, AM du 29/03/04
Thème(s) : Consigne de sécurité
Prescription contrôlée : <i>« Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. »</i>
Constats : Consigne de sécurité vue en visite. D'autre part, l'exploitant déclare que la supervision installée sur site contribue également au maintien de la sécurité du site (contrôle température, pré-alarme, alarme, ...). Des consignes de sécurité synthétiques ont pu être également constatées dans les lieux fréquentés
Observations : sans
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : 3 - Analyse évènement précurseur

Référence réglementaire : Art 5, AM du 29/03/04
Thème(s) : Analyse évènement précurseur
Prescription contrôlée : <i>«L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. »</i>
Constats : Depuis plusieurs années, l'exploitant a développé au niveau groupe, une interface pour communiquer avec l'ensemble de ses agents des « FLASH INFO SECURITE » sous forme de fiches illustrées présentant l'accident, ses circonstances, ses causes et conséquences, et les actions à entreprendre : par exemple, lors d'un défaut sur élévateur, un seul redémarrage est autorisé. Les redémarrages multiples sont interdits et la cause de la mise en sécurité de l'équipement doit être déterminée avant tout redémarrage (risque échauffement, in fine d'incendie).
Observations : L'Inspecteur des Installations Classées considère que ce type de message contribue à sensibiliser et à maintenir l'attention des agents sur la culture du risque dans le milieu professionnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : 4 - Protection contre électricité statique, courant vagabond, foudre

Référence réglementaire : Art 9, AM du 29/03/04
Thème(s) : Protection contre électricité statique, courant vagabond, foudre.
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</i> <i>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</i> <i>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</i> <i>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. »</i>
Constats : L'exploitant a indiqué que le dernier contrôle périodique 2025 a été réalisé mais que le rapport officiel ne lui a pas encore été transmis. Aussi, l'exploitant a présenté le rapport« installation électriques ICPE SILO » établi le 19 mars 2024 au titre de l'article 9 de l'AMPG du 29 mars 2004 précité. Le chapitre 1.2 relatif aux « écarts vis-avis du chapitre 422 de la norme NF C 15-100 » ainsi que les chapitres 1.3 et 1.4 relatif aux écarts concernant les équipements susceptibles d'être à l'origine d'une explosion ne présentent aucune non-conformité. La partie 1.5 relative aux écarts lié à l'électricité statique indique l'existence d'un défaut d'information (manques de connaissance des caractéristiques) visant les bandes transporteuses et les élévateurs. Les parties suivantes relatives aux écarts liés à l'équipotentialité et les courants vagabonds ne présentent aucune non-conformité. Et de manière globale, aucune action corrective ou échéancier n'est demandé
Observations : L'inspection considère que même si le dernier rapport de contrôle périodique n'a pu être présenté en séance, le suivi régulier du matériel électrique est réalisé ce qui contribue à assurer une maîtrise des risques sur site. L'inspection demande que les remarques du contrôle électrique soient prises en compte dans les meilleurs délais (justificatifs sur les bandes et transporteurs).
Type de suites proposées : Demande d'action corrective
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : 5 - Protection adaptée aux silos

Référence réglementaire : Art 10, AM du 29/03/04				
Thème(s) : Protection adaptée aux silos				
Prescription contrôlée : « L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. »				
Constats : En complément de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29 mars 2004, l'établissement de MARIGNY-LE-CHATEL est encadré par l'arrêté préfectoral n°10-0855 du 2 avril 2010 qui prévoit à son article 11 : « Les dispositions suivantes s'appliquent aux silos. L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Ces mesures de protection consistent en la pose d'évents et de surfaces soufflables. Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant et à son complément, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention, ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de dispositifs permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans ces volumes. En particulier, les dispositifs suivants sont présents : <u>a) Évents et surfaces soufflables</u>				
Localisation	Équipement /volume	Dimension des surfaces soufflables existantes	Nature des surfaces	Pression maximale admissible
Silo 1	Tour RDC	>100 m ²	Châssis vitrés	100 mbar
	Tour niveau +1	9,7 m ²	Châssis vitrés	100 mbar
	Tour niveau +2	9,7 m ²	Châssis vitrés	100 mbar
	Tour niveau +3	9,7 m ²	Châssis vitrés	100 mbar
	Tour niveau +4 et salle sur cellules	240 m ²	Châssis vitrés et bacs fibrociment	100 mbar
	Tour niveau +5	11,5 m ²	Châssis vitrés	100 mbar
	Chambre détente cyclone	<1 m ²	Sortie d'air vers l'extérieur	100 mbar
	Chambre détente séchoir	<1 m ²	Sortie d'air vers l'extérieur	100 mbar
L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité. Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.				

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel.

b) Découplage

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Localisation	Équipement / volume	Nature du découplage
Silo 2	Salle sur cellules / cellules	Trappes d'ensilage pneumatiques sur transporteurs à bande, asservies au fonctionnement de la manutention
	Salle sous cellules / fosse d'élevateurs	Tôles autour des passages des transporteurs à chaîne

Observations : Au cours de la visite terrain, il a pu être observé les équipements. Toutefois, il n'a pas été possible de vérifier si leurs caractéristiques répondent aux critères de l'article. L'inspection invite l'exploitant à transmettre les documents permettant de confirmer le suivi et le maintien de l'opérabilité dans le temps de ces équipements.

Type de suites proposées : Demande d'action corrective

Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : 6 - DECI

Référence réglementaire : Art 11, AM du 29/03/04
Thème(s) : DECI
Prescription contrôlée : <i>« L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. (...) »</i>
Constats : L'exploitant a présenté un plan du site permettant d'identifier l'accès au site et au bâtiment, ainsi que les issues de secours. Ce plan présente également la localisation du local transformateur, de la zone coupure électrique silo et du poteau incendie. L'exploitant indique que ce plan a été communiqué au SDIS. Pour assurer sa défense incendie, le site dispose notamment : EQUIPEMENT INTERNE <ul style="list-style-type: none">- Extincteurs répartis dans l'établissement- 1 colonne sèche par silo (par ailleurs, le procès verbal de maintenance des colonnes sèches réalisé le 06-01-25 a été communiqué en séance) EQUIPEMENT EXTERNE <ul style="list-style-type: none">- 1 poteau incendie dont les caractéristiques sont :<ul style="list-style-type: none">● Débit : 100 m³/h à 3 bar Poteaux incendie hors périmètre d'ensevelissement des silos : OUI En cas de besoin d'inertage du silo dû à une montée en température du stockage, l'exploitant déclare ne pas disposer en permanence sur site de bouteilles de gaz et fait appel à un prestataire extérieur.
Observations : Au vu de la faible rapidité de montée en température d'un silo, l'inspection des installations classées ne formule pas de remarque concernant le choix de l'exploitant de faire appel à un prestataire extérieur pour assurer l'inertage de ses silos en cas de besoin. Elle rappelle qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer en tous temps de la disponibilité de l'exploitant et de ses capacités à intervenir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : 7 – Nettoyage

Référence réglementaire : Art 13, AM du 29/03/04
Thème(s) : Nettoyage
Prescription contrôlée : <i>« Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté la procédure qui définit les règles appliquées pour le nettoyage des installations de VIVESCIA : silos, granulation et stations de semence, et applicable par toutes les personnes intervenant dans le nettoyage des installations VIVESCIA. Cette procédure est basée sur le suivi de l'empoussièrement de marque au sol matérialisé sous la forme de rond jaune réalisés à chaque étage dans des endroits représentatifs, puis enregistrés dans la fiche de suivi. L'exploitant a présenté, pour chaque silo, le tableau d'inspection des ronds tests et de nettoyage des locaux. Ce tableau présente la date où il a pu être constaté un empoussièrement ainsi que la date qui correspond au nettoyage de la zone. En règle générale, le nettoyage est réalisé dans les six jours qui suivent la détection de l'empoussièrage. En visite et dans le vieux silo uniquement, il a pu être constaté la présence de petits tas de poussière fraîche, récente voire de grains. L'exploitant précise que compte tenu de l'ancienneté de l'installation, ce constat est fréquent. Toutefois, l'équipe de nettoyage agit quotidiennement pour endiguer le phénomène.
Observations : L'inspection constate que les poussières observées sont récentes ce qui témoigne d'un entretien constant. Toutefois, elle invite l'exploitant à réduire la durée entre la date de constat de l'empoussièrement et la date de l'action corrective. Sur d'autres sites du même exploitant, l'organisation interne permet de répondre en deux jours à la non-conformité constatée. Enfin, l'inspection invite l'exploitant à engager le remplacement de certains conduits devenus vétustes, ce qui permettrait notamment de dégager du temps à éviter une action répétitive et à long terme ennuyeuse et permettre à ses agents de se concentrer sur le pilotage du site. Enfin dans la cour, il a pu être constaté une quantité importante de résidus de grains dispersés par le vent. L'exploitant indique que la vis sans fin chargée de les acheminer vers la benne avant évacuation ne dispose pas d'une goulotte adaptée (des essais ont été faits mais conduisent à un bourrage donc celle-ci a été retirée). Même si ce type de produit n'est pas de nature à impacter l'environnement, l'exploitant doit assurer la propreté de son site, aussi l'inspection recommande qu'il modifie son installation pour remédier à ce constat.
Type de suites proposées : Demande d'action corrective
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : 8 - Suivi température

Référence réglementaire : Art 14, AM du 29/03/04
Thème(s) : Suivi température
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté la procédure et les enregistrements qui tracent le suivi de la température des silos. Le suivi de la température se fait en continu et un enregistrement est établi une fois la semaine. Ce suivi est réalisé grâce à une supervision et l'alarme de température est calée sur la température 50°C. Généralement, avant la période de moisson du mois de juin, l'exploitant vérifie l'ensemble des capteurs afin de vérifier la cohérence de la mesure (comparaison silo vide avec la température extérieure).
Observations : sans
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : 9 - Vérification des dispositifs de protection contre la foudre - Rapports de vérifications

<p>Référence réglementaire : Art 22, AM du 04/10/10</p>
<p>Thème(s) : Rapports de vérifications dispositifs de protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de « vérification complète foudre » en référence à l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié effectué suite au contrôle du 20 mai 2023.</p> <p>La synthèse des observations établies indique qu'il y a une « absence de parafoudre (à remettre en place) sur le local bureau vieux silo ».</p> <p>Cette même remarque est rappelée sur le compte rendu d'inspection visuelle réalisé le 14 juin 2024.</p>
<p>Observations : Le constat établi suite à la vérification complète foudre n'a pas été pris en compte par l'exploitant. L'inspection demande que l'exploitant s'attribue les conclusions des rapports de ses prestataires extérieurs et mette en place les actions correctives dès qu'elles sont signalées.</p> <p>Le site disposant également d'une protection foudre sur le nouveau silo (qui est le plus grand) ne propose pas de sanction administrative dans l'immédiat mais reste vigilant à ce que cette non-conformité soit traitée dans les meilleurs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de suites : non</p>

* * *